

régional sont disparus. Nous avons à la place le Fonds de diversification de l'économie de l'Ouest qui n'existe que dans les grandes villes. Il penche nettement en faveur de la grande entreprise et ne fait aucun cas des besoins des petites entreprises dans les localités du Nord.

Nous voyons aussi les exemptions fiscales accordées aux gens du Nord être menacées par un groupe de travail que le gouvernement a constitué. Le gouvernement les a accordées il y a quelques années et y met aujourd'hui un terme. Les exemptions compensaient pour le coût exorbitant de tous les aspects de la vie dans le Nord et du maintien dans ces localités de personnel compétent.

En outre, le point soulevé par le député de North Island—Powell River est un facteur très réel dans ces localités du Nord. Plutôt que de construire des infrastructures, des bureaux de poste, des systèmes de communication, des réseaux de transport et des lignes téléphoniques, le gouvernement n'a d'oreilles que pour ses amis du monde des affaires qui lui disent: «Nous n'avons besoin de ces services que dans les grandes villes. Il faut les offrir au plus bas prix possible aux grands utilisateurs. Les gens qui vivent dans le reste du pays, soit la plus grande partie du territoire, n'ont qu'à se débrouiller.» Au lieu de jouir de services améliorés qui leur permettraient de participer pleinement aux activités économiques du pays, ces localités font face à une réduction constante de la qualité des services et se trouvent de plus en plus en marge de la vie économique du Canada.

Que faudrait-il donc faire? Certes, il est utile de reconduire les dispositions de cette loi, mais c'est une goutte d'eau dans la mer compte tenu des énormes besoins des petites entreprises.

D'abord, nous avons besoin en Saskatchewan d'un programme qui ne centralise pas l'agriculture dans quelques grosses exploitations industrielles rien que pour satisfaire le marché international. Pour respecter le GATT et l'Accord de libre-échange, le gouvernement laisse tomber les petites fermes familiales. Tout cela encourage la tendance vers un nombre de plus en plus restreint d'exploitations agricoles. Si cette tendance se maintient, on estime à 14 000 seulement le nombre des exploitations agricoles qui existeront encore dans vingt ans. Cela signifie que des milliers d'autres sont condamnées à disparaître. En fait, des collectivités entières vont disparaître.

Il nous faut une Loi sur les banques qui accomplisse plusieurs choses. Elle doit réserver le même traitement aux petites et aux grandes entreprises, en ce qui concerne

Initiatives ministérielles

tant les taux d'intérêt imposés et les garanties exigées que les services bancaires offerts. Ces derniers devraient être disponibles dans tout le pays de sorte que les épargnes réalisées dans les petites localités et les régions neuves de notre pays ne servent pas à financer les grandes sociétés de Toronto, Vancouver et Montréal.

Il nous faut des programmes de développement régional qui permettent de développer, secteur par secteur, les régions qui ont des ressources à exploiter et qui pourraient contribuer à l'économie de notre pays et au remboursement de notre dette.

Il faut reboiser le nord de la Saskatchewan et toutes les régions où l'on a effectué des coupes à blanc et que l'érosion est en train de détruire. On pourrait créer beaucoup d'emplois et assurer la viabilité des entreprises de ces collectivités si on se décidait à planter des arbres.

Il faut prendre la protection de l'environnement au sérieux. Comme notre population limitrophe est peu nombreuse, tout le monde travaillerait dans ces régions au lieu de connaître un taux de chômage de 70 à 80 p. 100, si seulement nous nous occupions sérieusement de notre environnement et que nous décidions de dépolluer nos lacs pour les empoisonner de nouveau et de dépolluer aussi les mines désaffectées.

Il ne fait aucun doute que les taux d'intérêt devraient baisser. Les taux d'intérêt élevés sont la pire calamité imaginable pour la petite entreprise. Il ne doit plus être question de TPS. Il faut reconnaître que les sociétés de développement économique, les coopératives ainsi que d'autres sources de capital de remplacement permettront aux membres des collectivités de mettre en commun leurs ressources, de trouver de nouvelles sources de financement, de se constituer en entreprises et de chercher des débouchés d'affaires au sein de leur collectivité. Il faut trouver de nouvelles approches créatrices. On s'est rendu compte que les moyens dont on disposait nous ont été enlevés. Il faut en revenir à fonder des espoirs sur les gens de la base pour que le Canada puisse être maître de sa destinée.

Nous devons nous assurer que les clients des petites entreprises ont de l'argent. Nous avons besoin du plein emploi au Canada. Les gens qui ont des chèques d'assistance sociale et d'assurance-chômage ne sont pas le même genre de clients que ceux qui ont des chèques de paie. Les petites entreprises du Canada et de ma circonscription aimeraient que les derniers soient plus nombreux et les premiers moins nombreux. Les gens qui touchent des chèques d'assistance sociale et d'assurance-